



SOMMAIRE

Point 13 de l'ordre du jour:

Pages

Rapports des commissions économiques régionales (suite) 113

Président : M. T. BOUATTOURA (Algérie).*Présents* :

Les représentants des Etats suivants : Algérie, Cameroun, Canada, Chili, Dahomey, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Grèce, Inde, Irak, Iran, Luxembourg, Maroc, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Australie, Chine, Israël, Italie, Japon, Koweït, Norvège, Nouvelle-Zélande, République arabe unie.

L'observateur de l'Etat non membre suivant : République fédérale d'Allemagne.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé.

POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des commissions économiques régionales (E/4173 et Corr.1 et Add.1, E/4177 et Add.1, E/4180/Rev.1 et Rev.1/Corr.2 et 3 et Rev.1/Add.1, E/4181, E/4239) (suite)

1. M. SANTA CRUZ (Chili) se plaît à souligner que la création des commissions économiques régionales a été l'une des plus heureuses initiatives du Conseil. Ces commissions s'efforcent non seulement de résoudre les problèmes propres à chaque région sans perdre de vue la situation mondiale, mais elles jouent encore un rôle très important dans le domaine politique. En effet, en réunissant des pays ayant des idéologies et des systèmes politiques différents, elles permettent de diminuer les tensions internationales et contribuent ainsi au maintien de la paix dans le monde.

2. Le représentant du Chili ne partage pas l'avis exprimé par certaines délégations, selon lequel les commissions économiques régionales auraient négligé le secteur agricole. En Amérique latine, la CEPAL travaille en étroite collaboration avec la FAO et participe aux travaux de divers organismes agricoles nationaux et intergouvernementaux.

3. Les commissions économiques régionales, en particulier les trois commissions qui groupent les pays sous-développés du monde, doivent intensifier sans cesse leur collaboration. Il y a deux ans, pendant la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les représentants des pays en voie de développement ont appris à se connaître; ils ont examiné leurs problèmes communs et ont réussi à dissiper un grand nombre de malentendus, à éliminer certaines notions périmées et à trouver des dénominateurs communs. Si tout ce travail avait été fait avant la Conférence, ces pays auraient pu arriver plus rapidement à une entente. A cet égard, on peut se féliciter que des réunions ayant pour objet d'étudier les problèmes relatifs aux échanges commerciaux doivent avoir lieu en 1966 dans les quatre régions en prévision de la deuxième Conférence.

4. Les commissions économiques régionales doivent également collaborer avec le nouveau Comité de la planification du développement, dont les travaux seront d'une importance capitale pour les pays en voie de développement. Le Gouvernement chilien sera heureux d'être l'hôte de ce Comité, qui tiendra sa prochaine session à Santiago.

5. Le rapport sur la réunion des secrétaires exécutifs (E/4239) signale qu'afin d'instituer une coopération bien définie entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et les secrétariats des commissions régionales, il a été décidé de tenir une réunion spéciale avec le directeur du nouvel organisme aussitôt que possible après sa création. C'est là un témoignage encourageant du souci de coopération dont font preuve les divers organismes des Nations Unies.

6. Parlant de la Commission économique pour l'Europe, M. Santa Cruz souligne que l'Europe possède une vaste expérience dont peuvent bénéficier les autres régions du monde. Les pays européens n'ont pas toujours été « développés » : certains d'entre eux avaient, il y a à peine 20 ans, une économie assez primitive, et d'autres ont développé tout récemment certaines de leurs régions qui étaient arriérées. Il serait donc très intéressant pour les pays en voie de développement d'apprendre comment l'Europe a triomphé du sous-développement. En l'occurrence, la CEE pourrait jouer un rôle très utile. Les réunions des conseillers économiques principaux des gouvernements membres de la CEE pourraient peut-être être élargies afin d'inclure des représentants des régions en voie de développement.

7. En terminant, M. Santa Cruz remercie tout particulièrement la CEPAL de l'excellent travail qu'elle a accompli au bénéfice des pays d'Amérique latine. Il importe que la Commission poursuive ce travail, notam-

ment l'exécution de son programme d'intégration, qui est essentiel au développement de toute la région. Pour sa part, le Gouvernement chilien continuera à collaborer le plus étroitement possible avec la CEPAL.

8. M. MARTINEZ COBO (Equateur) s'associe aux observations formulées par le représentant du Chili au sujet des activités des commissions économiques régionales. Les 20 pays d'Amérique latine constituent la communauté la plus homogène du monde et ont à résoudre des problèmes communs. Pourtant, avant la création de la Chambre de commerce panaméricaine, il y a six ans, il n'y existait pas, à proprement parler, de marché régional. Aujourd'hui, devant les résultats obtenus par le Marché commun de l'Amérique centrale, les autres pays d'Amérique latine envisagent de se grouper à leur tour.

9. Par ailleurs, comme l'indique le rapport de la CEPAL (E/4181), les pays d'Amérique latine utilisent maintenant au maximum leurs ressources humaines. L'écart entre la minorité des privilégiés et la masse des déshérités s'est rétréci. L'accroissement de la production agricole et la construction accélérée de routes ouvrent d'autres perspectives encourageantes. Néanmoins, le rythme de croissance économique n'est pas suffisant et il est indispensable d'intensifier le processus d'industrialisation. Pour cela, les investissements dans les secteurs directement productifs doivent être encouragés. Sur le plan financier, les pays d'Amérique latine doivent faire face au grave problème que posent les sorties énormes de capitaux. La contraction des exportations de l'Amérique latine vers l'Amérique du Nord constitue un autre motif de préoccupation.

10. Quant à l'Equateur, sa situation économique montre bien le drame du sous-développement. En 1964, le gouvernement avait mis en œuvre un plan de développement général fixant le taux de croissance à 3,5 %. En 1965, le gouvernement a dû envisager une révision des objectifs inscrits dans ce plan, car l'Equateur n'avait pu écouler sur les grands marchés son produit principal. Alors que la faim sévit dans le monde, il est inadmissible qu'un pays en voie de développement soit forcé de détruire des récoltes presque entières de bananes parce que les pays développés s'obstinent à maintenir les barrières qui font obstacle à l'expansion commerciale des pays en voie de développement.

11. M. JAFERI (Iran) dit qu'en examinant les rapports des commissions économiques régionales, et surtout des commissions qui s'occupent des trois grandes régions en voie de développement, on est inévitablement amené à la conclusion que la communauté internationale a échoué dans ses efforts pour surmonter les obstacles qui s'opposent à l'avènement d'un nouvel ordre économique et social compatible avec le dynamisme de l'époque actuelle. Dans bien des cas, d'ailleurs, on constate un recul plutôt qu'un progrès. Loin d'atteindre l'objectif modeste de 5 % par an, le taux d'expansion économique dans les trois régions en voie de développement a fléchi depuis les années cinquante. Dans la région de la CEAE0, il est tombé de 4,2 % à 3,2 % par an. De même, dans les pays d'Amérique latine, le taux d'accrois-

sement du produit par habitant a fléchi de 1950-1955 à 1960-1965, passant de 2,2 % à 1,6 %. Les résultats ne peuvent guère être meilleurs en Afrique, étant donné la forte baisse des prix des principales exportations des pays de cette région. En outre, les termes de l'échange des pays en voie de développement tendent à se détériorer à long terme, en dépit de la légère amélioration intervenue en 1965. Comme le Secrétaire exécutif de la CEA l'a souligné à la 1432^e séance, la production des pays en voie de développement demeure une production de subsistance. La communauté internationale se doit de remédier à cette situation.

12. Parallèlement, les courants de capitaux vers les pays en voie de développement ont atteint un plafond, s'ils ne tendent pas à diminuer, ainsi qu'il ressort du rapport de la CEAE0 (E/4180/Rev.1). Le Secrétaire général a déclaré à la 1421^e séance que, dans un nombre impressionnant de cas, le principal obstacle est, non pas le manque de ressources nationales, mais bien plutôt l'insuffisance des ressources extérieures. Par conséquent, en dépit des consultations internationales et des mesures sporadiques qui ont été prises, la situation des pays en voie de développement n'a guère changé depuis la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Les efforts déployés par les pays en voie de développement pour mobiliser leurs ressources intérieures sont le seul signe qui justifie un certain optimisme. Comme le Secrétaire général l'a si justement souligné, le tiers monde, surmontant déceptions et échecs, a réussi, sur un large front, à contribuer lui-même à son propre développement. C'est pourquoi il est indispensable de réaliser une coordination plus efficace, sur le plan national, des activités des commissions économiques régionales et des autres organes des Nations Unies, le PNUD en particulier.

13. Il semble évident qu'il ne suffirait pas d'éliminer les obstacles au commerce pour provoquer un accroissement notable des échanges à l'intérieur d'une région. Le commerce intrarégional ne pourra se développer qu'après l'établissement d'une structure nouvelle permettant d'assurer des productions complémentaires grâce à une certaine spécialisation dont les pays intéressés seraient convenus. C'est précisément dans ce sens que vont les efforts réalisés par l'Iran, le Pakistan et la Turquie, entre lesquels un accord a été signé récemment en vue de la création d'une usine d'aluminium en Iran. Des études, en cours d'achèvement, portent sur 18 autres entreprises dans divers domaines.

14. La délégation iranienne appuie la recommandation de la deuxième Conférence ministérielle sur la coopération économique en Asie, selon laquelle le Centre régional des projections et de la programmation économiques devrait organiser des consultations périodiques entre planificateurs des pays de la région. M. Jaferi rappelle à ce sujet que son gouvernement a proposé que la troisième Conférence ministérielle se réunisse en Iran en décembre 1967.

15. Pour ce qui est des statistiques, la délégation iranienne est parfaitement consciente des lacunes qui existent en ce domaine dans la région. C'est pourquoi

elle a appuyé la résolution 64 (XXII) de la CEAEIO relative à la création d'un institut asiatique de formation et de recherche statistiques.

16. La délégation iranienne apprécie à sa juste valeur le travail de l'Institut asiatique pour le développement et la planification économiques. Bien que de création récente, l'Institut a déjà donné un exemple pratique valable de coopération économique régionale. Le cours de formation de trois semaines que l'Institut a organisé en Iran en 1965 s'est révélé très utile pour les experts de ce pays. On ne peut qu'approuver la recommandation du Conseil d'administration de l'Institut selon laquelle celui-ci devrait devenir un organisme permanent des gouvernements de la région.

17. M. Jaferi se félicite également que le Secrétaire général ait mentionné tout particulièrement la Banque asiatique de développement dans sa déclaration devant le Conseil. Les pays d'Asie estiment que la Banque peut jouer un rôle important en aidant à accélérer le rythme du développement économique et social dans la région de la CEAEIO. Dès le début, l'Iran a participé activement aux consultations qui ont abouti à la signature de l'accord portant création de la Banque et à l'adoption des statuts de celle-ci, et a décidé d'augmenter le montant de sa souscription au capital de cet organisme de 43 à 60 millions de dollars. Il faut espérer que la Banque commencera à fonctionner dans un avenir proche. La Banque asiatique de développement a reçu un appui actif des pays en voie de développement de la région, mais il faut espérer que les pays développés d'Asie et d'autres continents s'intéresseront plus activement qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici à cette nouvelle institution. M. Jaferi tient à souligner que, du fait de l'insuffisance des ressources financières de la Banque, il a été nécessaire, dans les statuts, de donner une place secondaire au commerce, alors que le financement du commerce pose incontestablement des problèmes très urgents.

18. Pour ce qui est de la Foire internationale d'Asie, le Gouvernement iranien a fait part à la CEAEIO de son intention de participer activement à cette initiative. Il a également déclaré qu'il était disposé à accueillir la deuxième Foire internationale d'Asie à Téhéran en 1969.

19. La délégation iranienne partage la déception du Secrétaire général devant l'indifférence avec laquelle les pays développés ont accueilli jusqu'ici les recommandations de la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. A propos de la déclaration commune faite par les pays en voie de développement membres de la CEAEIO pendant la vingt-deuxième session de la Commission (E/4180/Rev.1, annexe V), la délégation iranienne approuve les termes de cette déclaration et espère que la deuxième Conférence sur le commerce et le développement marquera enfin un progrès réel dans ce domaine.

20. Il est encourageant de noter l'ampleur de la tâche que la CEAEIO a accomplie dans le domaine de l'industrie et des ressources naturelles. L'année qui vient de s'écouler a été marquée par la préparation et le déroulement de la Conférence asiatique sur l'industrialisation. Les pays de la région se heurtent dans ce domaine à de grandes difficultés et il faut espérer qu'en faisant

de la Conférence un organe permanent, la Commission leur donnera la possibilité de coopérer étroitement en vue de créer des entreprises industrielles communes et des industries complémentaires. La délégation iranienne se félicite également de la création du Conseil asiatique du développement industriel, qui est un organe subsidiaire de la Conférence. Grâce à ce mécanisme, la Commission devrait être mieux équipée pour répondre aux besoins des pays en voie de développement de la région, ainsi qu'à leur désir de s'industrialiser rapidement. Il faut toutefois que le Secrétaire exécutif veille à maintenir la coordination voulue entre les activités de la Conférence et du Conseil et celles des autres organismes de la CEAEIO qui s'occupent de l'industrialisation. A cet égard, M. Jaferi appuie les propositions contenues dans le paragraphe 428 du rapport de la CEAEIO.

21. En ce qui concerne les transports et les communications, l'Iran a toujours approuvé le projet de la Route d'Asie et prend acte avec satisfaction des progrès accomplis. La liaison entre l'Iran et la Turquie a été achevée, et le tronçon Kerman-Mirjaveh en Iran fait actuellement l'objet d'une étude avec l'aide de la BIRD. L'Iran a proposé qu'une réunion ministérielle sur la Route d'Asie se tienne à Téhéran.

22. M. Jaferi tient à féliciter le Secrétaire exécutif des progrès accomplis dans la mise en œuvre du projet d'aménagement du bassin inférieur du Mékong. Le Gouvernement iranien s'est engagé à continuer de participer, dans toute la mesure possible, à la réalisation de cette œuvre extrêmement utile.

23. En ce qui concerne la lutte contre l'analphabétisme, l'action du Gouvernement iranien est bien connue; il est disposé à mettre toute l'expérience qu'il a acquise à la disposition des autres pays membres de la CEAEIO.

24. Pour conclure, M. Jaferi tient à souligner combien la délégation iranienne a été déçue de constater qu'aucun progrès n'a été réalisé depuis la vingtième session de la CEAEIO concernant la création d'un institut régional du pétrole à Téhéran. Néanmoins, la Société nationale des pétroles iraniens offre depuis quelques années des possibilités de formation dans l'industrie du pétrole à des boursiers de la CEAEIO, et ces activités d'assistance se poursuivront pendant l'année en cours. Il faut toutefois espérer que l'institut pourra être organisé et créé le plus rapidement possible.

25. M. ISMAIL (Pakistan) se déclare satisfait des rapports détaillés qu'ont présentés les quatre commissions économiques régionales.

26. Pendant l'année en cours, la CEAEIO va intensifier ses activités visant à instituer une coopération régionale et internationale aussi étroite que possible, comme l'exige la situation économique actuelle des pays en voie de développement de la région. En effet, le Comité du commerce de la Commission a exprimé son inquiétude devant l'aggravation du déficit commercial de ces pays. Les prix des principaux produits de base des pays en voie de développement membres de la CEAEIO ne cessent de baisser tandis que ceux des biens qu'ils doivent importer pour assurer leur développement aug-

mentent. Pour remédier à cet état de choses, il faudrait que les produits exportés par les pays en voie de développement, surtout les produits manufacturés et semi-finis, aient plus librement accès aux marchés des pays avancés et que ceux-ci prennent immédiatement des mesures pour supprimer les barrières commerciales de toute nature qui s'opposent à l'expansion de ces exportations. Comme le Secrétaire exécutif de la Commission l'a souligné à la 1431^e séance, aucun progrès n'a été réalisé dans ce domaine, bien au contraire. En revanche, la déclaration du Secrétaire exécutif de la CEE, selon laquelle certains pays européens s'efforcent de rationaliser leur production afin d'offrir de nouveaux débouchés aux exportations des pays en voie de développement, permet certains espoirs. En effet, avec l'assistance qu'ils reçoivent des pays avancés, les pays en voie de développement cherchent à s'industrialiser, et il leur faut trouver des débouchés à leurs produits, afin d'assurer eux-mêmes le financement de leur développement. Il est donc décourageant de constater que les recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à ce sujet n'ont guère été suivies d'effets. Dans ce contexte, la délégation pakistanaise approuve la proposition selon laquelle le Comité du commerce de la CEAE0 devrait devenir un instrument efficace de communication entre les pays de la région et l'UNCTAD. En outre, elle a noté avec satisfaction, dans le rapport de la Commission, que plusieurs pays avancés, conscients des problèmes et des besoins des pays en voie de développement de la région, ont assuré de nouveau qu'ils s'efforceraient de faciliter l'accès des exportations de ces pays à leurs marchés. Ainsi, la décision du Gouvernement australien d'adopter un système de préférences pour les importations de certains produits en provenance des pays en voie de développement de la CEAE0 sans exiger d'eux de concessions réciproques est particulièrement encourageante et il faut espérer que d'autres pays suivront cet exemple.

27. Parmi les autres réalisations de la CEAE0, il convient de relever l'organisation de deux Conférences ministérielles sur la coopération économique en Asie, dont la seconde a mis au point un programme d'action dans le domaine du commerce. En outre, l'adoption des statuts de la Banque asiatique de développement représente un grand pas en avant. Il faut espérer que la Banque pourra aider les pays en voie de développement membres de la CEAE0 à accélérer leur développement économique et social et promouvoir la coopération intrarégionale et interrégionale. Elle devra tenir compte des besoins de tous les pays en voie de développement de la région, y compris les plus petits, et veiller à ce que chacun d'entre eux soit équitablement représenté parmi son personnel. La délégation pakistanaise approuve la recommandation relative aux arrangements sous-régionaux, dont il est question au paragraphe 67 du rapport de la Commission. On a déjà pu constater que les arrangements de ce genre étaient utiles et offraient de grandes possibilités. Les activités de la CEAE0 dans le domaine de la coopération économique régionale sont dignes d'éloges et permettent d'espérer que de nouvelles mesures seront prises en vue d'accélérer le développement de la région.

28. La Commission s'est attachée comme il convient à étudier les aspects quantitatifs de la création d'emplois et les aspects qualitatifs des ressources humaines en donnant l'importance voulue à la nécessité d'intégrer la planification en matière de main-d'œuvre et celle du développement économique en général. Pour sa part, le Pakistan a donné, dans son premier plan quinquennal, un ordre de priorité élevé au développement des ressources humaines.

29. Il est encourageant de constater que l'exécution du projet de la Route d'Asie se poursuit de façon satisfaisante. Mais il reste encore beaucoup de travail à accomplir et il faudra disposer de l'aide extérieure nécessaire si l'on veut, avant la fin de la Décennie du développement, achever les ponts nécessaires et construire des sections de routes qui répondent aux normes internationales minimales. En 1963, les pays de la Route d'Asie ont présenté une demande commune au Fonds spécial, pour obtenir qu'il entreprenne des enquêtes de préinvestissement portant sur des sections de routes prioritaires en Iran, en Afghanistan et au Pakistan occidental, ainsi que sur la construction de neuf grands ponts au Pakistan oriental. Le PNUD a approuvé l'enquête en deux étapes portant sur la route directe Kaboul-Hérat, en Afghanistan. La première partie de l'enquête est presque achevée et la seconde sera entreprise pendant l'année en cours. L'étude du tronçon iranien a été entreprise avec l'aide de la BIRD. M. Ismaïl espère que le PNUD examinera favorablement la demande relative aux enquêtes de préinvestissement au Pakistan occidental et au Pakistan oriental.

30. La Banque asiatique de développement, la Conférence asiatique sur l'industrialisation et l'Institut asiatique pour le développement et la planification économiques sont des instruments nouveaux qui aideront la Commission à jouer le rôle vital qui lui revient dans le développement économique des pays de la région. A cet égard, la délégation pakistanaise suggère que l'on demande au secrétariat de la CEAE0 de préparer une analyse des coûts et rendements des activités de la Commission, afin de déterminer la contribution relative des divers organes de la CEAE0 dans les domaines qui sont importants pour les gouvernements de la région. Il serait utile de réunir des données sur les conditions dans lesquelles la recherche technologique et industrielle est organisée dans les divers pays. Cela aiderait le secrétariat à préparer un inventaire des institutions qui effectuent de telles recherches et à définir le rôle de l'Etat en cette matière, ainsi que les liens entre la recherche technologique et industrielle et la recherche fondamentale.

31. Il serait important aussi d'éliminer les retards qui interviennent dans la distribution des documents.

32. Pour conclure, la délégation pakistanaise approuve en général le programme de travail et l'ordre de priorité que la Commission a établis pour 1966 et 1967.

33. Le Comité spécial de coordination a relevé dans son rapport que les ressources budgétaires de la CEAE0 ont moins augmenté que celles des autres commissions économiques régionales (voir E/4215, par. 46). La délégation pakistanaise espère que les ressources néces-

saires seront mises à la disposition de cette commission afin qu'elle puisse s'acquitter de la tâche énorme qui lui incombe.

34. M. KOROLEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) voit dans l'examen des rapports des commissions économiques régionales et de la situation économique et sociale dans les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, l'occasion, pour le Conseil, d'étudier les mesures qui pourraient et devraient être prises, dans le cadre de l'ONU et du Conseil économique et social, pour renforcer encore l'indépendance politique et économique de ces pays et intensifier la coopération commerciale, économique, technique et scientifique entre les pays développés membres de la CEE, dans l'intérêt de la paix et du progrès économique général. L'autorité des commissions économiques régionales dans les pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe s'affermirait, ce qui s'explique dans une mesure appréciable par la contribution que ces organismes apportent à l'effort commun déployé par les Etats membres pour accélérer le développement de la coopération internationale. Dans la déclaration qu'il a faite à la 1421^e séance, le Secrétaire général a tenu à reconnaître la part importante des organes régionaux dans le travail utile accompli sur le plan économique et social. En ce qui concerne la CEAE, comme le représentant de la France l'a judicieusement fait observer à la 1432^e séance, son action aurait été encore plus efficace si tous les pays d'Asie participaient à ses travaux et si la conjoncture politique dans cette région ne constituait une menace pour la paix.

35. De la lecture des excellents rapports, très détaillés, des commissions économiques régionales, se dégage l'impression qu'en 1965, les pays en voie de développement ont fait de grands efforts pour chercher les moyens pratiques d'accélérer leur industrialisation, de mettre en œuvre les décisions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de renforcer la coopération régionale et internationale dans l'intérêt de la paix et du progrès économique et social. Les colloques sur le développement industriel qui ont eu lieu à Manille, au Caire et à Santiago du Chili sont significatifs à cet égard. Les recommandations formulées à l'issue de ces réunions, touchant la priorité à accorder au développement d'une série de secteurs clés de l'industrie, l'harmonisation des plans, et une participation plus effective des gouvernements à la mise en œuvre de certains projets industriels sur la base de la spécialisation et de la coordination des efforts, méritent la plus grande attention.

36. La délégation soviétique attache beaucoup d'importance aux décisions des commissions et de leurs organes concernant le renforcement de la coopération régionale et internationale dans le domaine de la science et de la technique pour le développement industriel, l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles, la formation de cadres nationaux, etc. Comme en témoignent les rapports des commissions et les exposés faits par les secrétaires exécutifs à la présente session, les pays en voie de développement prennent des mesures

concrètes pour appliquer ces décisions. La délégation soviétique espère que les efforts déployés par les pays en voie de développement pour intensifier la collaboration économique régionale en vue de réaliser une spécialisation et une coopération permettant d'accélérer le processus d'industrialisation donneront de bons résultats. La décision de la CEAE de faire de la Conférence asiatique sur l'industrialisation un organe permanent de la Commission et de créer un Conseil asiatique du développement industriel, ainsi que les mesures prises au niveau sous-régional en Afrique afin d'accélérer l'industrialisation, revêtent pour la délégation soviétique une grande importance. La multiplication des contacts entre l'Organisation de l'unité africaine et la CEA est un moyen de renforcer l'indépendance politique et économique des gouvernements africains et d'éliminer les derniers vestiges du colonialisme et ses séquelles en Afrique. L'Union soviétique continuera à prêter son concours aux activités des commissions régionales visant à établir des bases économiques solides pour affermir l'indépendance politique des pays en voie de développement. A la Conférence asiatique sur l'industrialisation, en particulier, ainsi qu'à la vingt-deuxième session de la CEAE, l'Union soviétique s'est déclarée disposée à aider les pays d'Asie à mettre en œuvre une série de mesures envisagées par eux dans les domaines de l'industrialisation, de l'exploitation des ressources naturelles, de la formation des cadres techniques nationaux et dans d'autres domaines. Des spécialistes soviétiques ont prêté leur concours à l'Institut asiatique pour le développement et la planification économiques et ils ont coopéré avec la CEA aux activités entreprises par elle dans les domaines de l'industrie et de la planification. A l'intention de spécialistes des pays en voie de développement, 20 cycles d'étude se sont tenus en URSS en 1965, sous les auspices de commissions régionales et des institutions spécialisées. Y ont pris part 500 spécialistes venant de 80 pays en voie de développement. En 1966, se tiendront pareillement en URSS 27 cycles d'étude sur divers problèmes du développement économique, social, scientifique et technique. L'Union soviétique suit avec attention les activités de la CEPAL, dont les efforts dans le domaine de l'industrialisation et sur le plan social méritent d'être encouragés.

37. Au passif du bilan de l'activité des commissions régionales, on peut relever le retard apporté au financement de l'institut régional du pétrole en Iran, la médiocrité des travaux de recherche scientifique de l'Institut africain de développement économique et de planification, à Dakar, et la lenteur de l'exécution des programmes de prospection, de recensement et de mise en valeur des ressources naturelles d'un certain nombre de pays d'Afrique. Etant donné la pénurie aiguë de techniciens et de spécialistes dans les pays en voie de développement, la délégation soviétique déplore le peu d'empressement que montrent trop souvent les commissions dans l'examen des propositions qui leur sont faites pour aider à la création d'écoles et de centres de formation professionnelle et technique et pour faciliter le perfectionnement de spécialistes et d'experts. Les pays en voie de développement associent à juste titre le développement harmonieux de l'industrie à l'établisse-

ment d'une industrie nationale sur une base scientifique et technique solide et au renforcement de la coopération régionale et internationale sur les plans économique, scientifique et technique.

38. La CEE pourrait contribuer activement au développement d'une telle coopération. Mais pour mettre pleinement à profit, dans le cadre de sa résolution 14 (XX), les possibilités dont elle dispose dans ce domaine, il faudrait que tous les pays européens adoptent une attitude constructive. Or, jusqu'ici, la CEE n'a pas fait grand-chose pour mettre en pratique cette résolution. Pourtant, le développement de la coopération internationale dans les domaines économique, scientifique et technique, dont le progrès rapide de la science et de la technique, notamment dans les branches avancées de l'industrie, fait une nécessité, aurait forcément une influence bienfaisante sur le climat politique en Europe et contribuerait à affermir la paix et la sécurité dans le monde entier. Le renforcement de la coopération entre les pays membres de la CEE non seulement serait profitable aux pays de cette région mais contribuerait à hâter le développement économique de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine. La délégation soviétique attache beaucoup d'importance à l'élargissement des fonctions de la Commission pour lui permettre d'accorder une aide technique aux pays en voie de développement.

39. Consciente des changements profonds qui se sont produits depuis quelques années dans les activités des commissions économiques régionales et qui imposent à ces organismes des tâches nouvelles et très concrètes dans les domaines de la programmation économique, de l'industrialisation, de la coopération scientifique et technique et dans d'autres domaines d'activité économique et sociale, la délégation soviétique estime que le mandat des commissions économiques régionales, dans toute une série de situations, ne correspond pas entièrement aux exigences nouvelles du développement économique, social, scientifique et technique des pays membres.

40. Elle juge le moment venu, pour le Conseil, de procéder à un nouvel examen du rôle et des fonctions de ces commissions. Le Secrétaire général, dans le message qu'il a adressé à la vingt et unième session de la CEE (E/4177, annexe II), a souligné l'importance de l'universalité de la coopération, surtout dans le domaine économique et social, et il a exprimé l'espoir que la Commission prendrait des mesures pour assurer une coopération encore plus étroite de toute l'Europe à ses travaux. Dans l'intérêt du développement de la coopération entre tous les gouvernements européens, le Conseil devrait prendre la décision de reconnaître les droits légitimes de la République démocratique allemande et d'admettre cet Etat souverain comme membre à part entière de la CEE. La République démocratique allemande existe en tant qu'Etat souverain depuis 17 ans; elle entretient des relations officielles avec 36 pays et elle est signataire de plus de 1 000 traités ou accords internationaux. La République démocratique allemande est un Etat très développé du point de vue économique. En vertu de la résolution

594 (XX) du Conseil, seule la République fédérale d'Allemagne a été admise comme membre de la CEE, bien que sur le territoire de l'Allemagne d'après guerre il existât deux Etats souverains, jouissant de droits égaux. La délégation soviétique se réfère également à la résolution 2129 (XX) de l'Assemblée générale sur l'amélioration des relations de bon voisinage entre Etats européens ayant des systèmes sociaux et politiques différents. A la vingt et unième session de la CEE, la déclaration de la délégation soviétique sur la participation de la République démocratique allemande aux travaux de la Commission a été distribué comme document officiel. La délégation soviétique demande que le texte de cette déclaration soit également distribué comme document officiel du Conseil¹.

41. M. MWALUKO (République-Unie de Tanzanie) dit que la délégation tanzanienne a étudié avec attention les rapports des commissions économiques régionales et entendu avec un vif intérêt les exposés des secrétaires exécutifs. Commentant le rapport de la CEPAL, il note que la section consacrée à un programme commun pour l'intégration du développement industriel — et notamment les passages consacrés à l'industrie sidérurgique, aux métaux non ferreux et aux industries mécaniques — témoigne d'un effort d'industrialisation orienté dans la bonne direction. De même, les efforts d'intégration économique et de création d'un marché commun en Amérique latine méritent les éloges. La Tanzanie, qui, étant donné l'existence du marché commun et des services communs de l'Est africain, a de ces questions une expérience pratique de près de 20 ans, est en mesure d'apprécier ces efforts.

42. M. Mwaluko partage l'inquiétude que cause au représentant de la France la situation politique de l'Asie; celle-ci empêche certaines nations de participer à l'effort commun de développement et entraîne un gaspillage de ressources rares et précieuses qui pourraient être utilement affectées à la satisfaction de besoins économiques. Il s'associe également à la remarque du représentant de la Tchécoslovaquie concernant l'opportunité d'une meilleure coordination des efforts accomplis pour accélérer la croissance économique de la région.

43. A propos du rapport annuel de la CEA (E/4173), le représentant de la Tanzanie émet l'espoir que, dans l'avenir, la Commission pourra publier une étude sur l'économie du continent, comme en publient les autres commissions économiques régionales et que cette étude contiendra des données économiques soigneusement établies et bien à jour. Tout en reconnaissant l'importance des problèmes démographiques, même pour le continent africain, il souhaiterait un meilleur équilibre des matières traitées dans le *Bulletin économique pour l'Afrique*, dont le dernier numéro consacre 50 pages aux problèmes de population et une trentaine de pages seulement à des problèmes économiques autrement urgents.

44. M. Mwaluko préconise l'élaboration d'un plan sous-régional pour les transports. Il voudrait également

¹ Distribué ultérieurement sous la cote E/L.1129.

que l'Afrique soit dotée d'une marine marchande, qui transporterait le coton, le café, le cacao, le sisal, la bauxite et les autres marchandises qu'exporte le continent et accroîtrait très sensiblement les recettes invisibles des pays africains. D'autre part, l'industrialisation rendrait possible la transformation des matières premières sur le territoire africain, ce qui permettrait de relever le niveau de l'emploi et d'épargner des devises aujourd'hui affectées aux importations. La délégation tanzanienne souhaite l'élaboration d'un plan sous-régional pour la mise en place d'une industrie sidérurgique dans l'Afrique de l'Est, comme cela a déjà été fait dans l'Afrique de l'Ouest. L'industrialisation doit aller de pair avec le développement de la

production agricole. L'Afrique a notamment besoin d'un plus grand nombre d'usines textiles, ainsi que d'usines métallurgiques, de fabriques de ciment, de raffineries de pétrole et d'usines de montage d'automobiles, de manière à devenir de plus en plus indépendante sur le plan économique. La CEA doit procéder aux études de viabilité économique nécessaires et aider à la planification des projets. La Tanzanie, qui a participé aux travaux préparatoires de la création de la Banque africaine de développement, adresse un appel à tous les pays pour qu'ils aident la Banque à s'acquitter efficacement de sa tâche.

La séance est levée à 13 h 5.